

TRIBUNE DE CAUX

Paraît tous les 15 jours
Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82 • Chèques postaux 10 - 25 366

Fr. 0.70

25 novembre 1966 N° 18

Un numéro qui
vous
conduira
à

Paris

« Le point H » au Théâtre de l'Œuvre

Rome

Le choix de M. Nenni.

Montevideo

Des dockers uruguayens
demandent à leurs collègues européens
de se joindre à leur combat

Bombay

Après deux mois de séquestration,
une jeune militante du Réarmement moral
retrouve sa liberté.

Zurich

Un souffle nouveau
dans l'industrie du bâtiment.

Moscou

A propos des « Nouveaux Bolcheviks »
de René Dabernat.

Un souffle nouveau dans l'industrie du bâtiment

Les longs pourparlers pour le renouvellement de la Convention collective de travail dans l'industrie suisse du bâtiment ont finalement abouti à une « heureuse conclusion », pour reprendre l'expression du *Peuple*. La convention devant être encore ratifiée, les détails de celle-ci n'ont pas été publiés jusqu'ici. Nous nous bornerons à reproduire in extenso son préambule qui pose, croyons-nous, les bases d'un développement nouveau et important de l'industrie du bâtiment.

« Au cours des pourparlers engagés en vue de la conclusion de la présente Convention nationale, les parties contractantes ont réalisé que les problèmes qui se poseront à l'avenir dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics ne pourront être résolus de manière judicieuse que si les partenaires sociaux acceptent d'examiner en commun ces problèmes dans un esprit de saine coopération. A cette fin et en vue d'assurer la vitalité de l'industrie de la construction avec un plein emploi et de garantir la paix du travail, les partenaires s'engagent à se soutenir mutuellement selon les principes de la bonne foi et à promouvoir les intérêts des associations professionnelles en présence. Ils se déclarent prêts à discuter en commun les questions importantes concernant l'industrie de la construction et qui, de l'avis d'une ou des deux parties, méritent un examen, et s'efforceront d'en trouver la solution la plus appropriée. »

Qu'en dit-on du côté syndical ? « Il y a certainement un esprit de collaboration nouveau, nous a-t-on assuré. Le côté patronal a fait un effort qui a trouvé en face de lui des bons

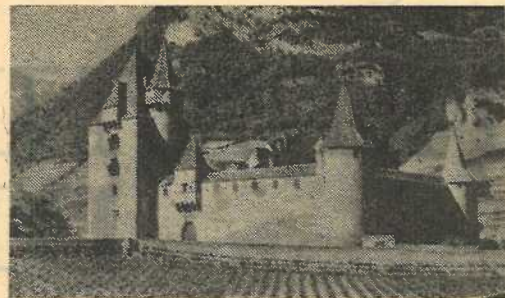
sentiments de la part des organisations syndicales. Nous sommes donc dans le début d'une ère de « confiance contrôlée ». Le président de la Société suisse des entrepreneurs, M. Messmer, a inspiré la confiance par ce qu'il a déjà réalisé dans son entreprise en Thurgovie. Les réalisations sociales à entreprendre dans les cinq prochaines années n'ont pas encore été précisées. Mais cela ne nous empêchera pas de ratifier cette convention, de commencer cette nouvelle étape et de continuer à nous battre pour ce que nous croyons. »

Nous avons demandé à un patron ce qu'il pensait de la convention. « Cet accord, affirmé-t-il, aura des conséquences importantes et positives pour notre industrie et sur toute l'industrie suisse, à condition que nous prenions au sérieux l'esprit paritaire défini dans le préambule. Il crée la base d'un dialogue continu entre les partenaires sociaux. Quand ceux-ci s'attaquent ensemble aux problèmes que pose le développement de notre industrie, il est certain que l'on pourra faire de plus grands progrès. Il ne s'agit plus de se cantonner dans une attitude où chacun veut tirer un maximum de profit pour lui-même sans s'occuper des besoins de l'ensemble. »

Nous avons ensuite demandé à ce patron si l'augmentation des salaires n'allait pas provoquer une hausse des prix dans la construction. « J'estime, nous répond-il, que l'amélioration des prestations sociales doit être absorbée dans la mesure du possible par un accroissement de la productivité de l'entreprise. La nouvelle base de travail paritaire qui nous est dès maintenant proposée devrait nous permettre de développer des méthodes de construction plus rationnelles. Cela demandera un réel effort de tous, mais nous devons le faire pour que l'industrie du bâtiment ne soit pas un facteur de renchérissement. Nous servirons ainsi l'intérêt général du pays. »

En résumé, ce dialogue devra être consolidé par la claire vision des objectifs à atteindre en Suisse et en Europe. Comme on dit : « affaire à suivre ».

SAMOVAR.



Aux habitants d'Aigle !

Avec ce numéro, TRIBUNE DE CAUX pénètre dans les 2040 ménages de la ville d'Aigle. Charmante cité vaudoise, confortablement plantée dans la Vallée du Rhône, Aigle se contentait autrefois de sa position au carrefour de la Vallée des Ormonts, de son château et de ses crus réputés.

Aujourd'hui, bien des choses sont en mouvement. Une grande raffinerie, qui a fait beaucoup parler d'elle, fonctionne à ses portes, et d'autres industries s'y implantent. L'avenir ouvre de larges perspectives aux habitants de cette ville. Gageons que pour beaucoup de ces derniers, Caux est une de ces choses dont on dit : « On n'est ni pour, ni contre... bien au contraire ! » Et pourtant, ne serait-il pas opportun d'étudier de plus près ce qui fait de Caux, au niveau des pays, voire des continents, un nom connu dans le monde entier ?

Nous saluons donc les habitants d'Aigle et nous réjouissons du contact qui s'établit avec eux.

La Rédaction.



THÉÂTRE DE CAUX

Dimanche 11 décembre, à 15 h.

A la demande générale, nouvelle représentation du spectacle qui enchante parents et enfants.

DONNE DONC UN OS AU CHIEN !

Fantaisie musicale de Peter Howard
Musique de George Fraser
interprétée par des écoliers de Montreux et de Lausanne.

Entrée libre.

En souscrivant MAINTENANT un abonnement d'un an à la TRIBUNE DE CAUX, vous la recevrez jusqu'à fin 1967

Prix des abonnements :

Suisse : 15 fr. (autres pays : 18 fr.)

France : 20 F, à verser au CCP Lausanne 10-25366 par mandat de versement international, à l'adresse de TRIBUNE DE CAUX, Trabandan 9, 1006 Lausanne.

Publié par Editions, Théâtre et Films de Caux S.A.

Rédacteurs responsables :
D. Mottu, P.-E. Dentan

Imprimerie Corbaz S.A., Montreux



Mlle Usha Chandiram.

Photo Channer

Après deux mois de séquestration, une jeune militante du Réarmement moral retrouve la liberté

Nous avons relaté dans un récent numéro (voir N° 16) l'arrestation illégale par la police de Madras de deux jeunes Indiennes, toutes deux majeures selon la loi, qui travaillaient depuis deux ans avec le Réarmement moral. Elles ont depuis été séquestrées par leurs familles et soustraites à l'action des tribunaux de Madras, puis de l'Etat de Mysore, qui demandaient qu'il leur fût permis de clarifier elles-mêmes leur position devant la justice. Jusqu'ici ces mises en demeure n'avaient provoqué que des manœuvres de retardement des pères des deux jeunes filles.

Au moment de mettre sous presse ce numéro, nous recevons la lettre que l'une d'entre elles, Mlle Usha Chandiram, a envoyée le 15 novembre à la presse indienne :

Comme les journaux ont beaucoup parlé de moi, je tiens à apporter certaines précisions. Le mercredi 9 novembre, mes parents m'ont laissée partir. Ce même jour, j'ai rejoint les forces du Réarmement moral.

J'en suis infiniment reconnaissante à Dieu.

J'apprends que le chef de la police de Madras a indiqué à la Cour supérieure de Madras que j'aurais déclaré à la police le 2 septembre que j'avais « été induite en erreur et trompée » en me joignant au Réarmement moral. Je n'ai

jamais dit une chose pareille. En fait, la seule déclaration que j'ai faite alors est celle-ci : « J'ai plus de 18 ans et je veux faire de mon plein gré un travail social pour mon pays par le moyen du Réarmement moral. » Cette déclaration, je l'ai faite par écrit.

Le problème des actes de violence commis récemment par les étudiants a été disséqué par beaucoup de savants esprits. Comme jeune, puis-je me permettre de souligner qu'il serait injuste de s'en prendre aux seuls jeunes ? J'estime que la violence est dépassée, mais il n'appartient pas à ceux de la génération précédente de dire hypocritement à leurs cadets : « Soyez patients et raisonnables. »

Lorsque les deux générations se donnent mutuellement la liberté d'être gouvernées par Dieu, alors elles peuvent ensemble résoudre les problèmes de notre pays. Ne pouvons-nous trouver le courage de combattre les forces qui cherchent à détruire la liberté de notre pays ? Ces forces ne sont pas sans détenir un certain pouvoir. Si l'on peut aujourd'hui priver des individus de leur liberté, ce pourrait être demain le cas de la nation tout entière.

En ce qui me concerne, je veux employer ma vie à travailler, dans le cadre du Réarmement moral, à conserver à l'Inde sa liberté ou à la lui rendre si celle-ci est déjà perdue.

Une école de chefs se construit en Inde

A deux cents kilomètres au sud-est de Bombay, à Panchgani dans les montagnes du Maharashtra, a commencé la construction d'un nouveau centre de formation du Réarmement moral, d'une école de chefs, qui pourra recevoir mille personnes à la fois.

C'est une étape importante de l'effort entrepris depuis 1963 par Rajmohan Gandhi pour donner à la jeunesse de son pays les qualités morales nécessaires pour s'attaquer aux immenses tâches nationales qui requièrent sa participation. Déjà quatre mille jeunes ont été formés. Huit hectares ont été achetés dans des collines situées à 1200 mètres d'altitude. Il a d'abord fallu creuser profondément dans le sol pour y forer six puits d'où jaillit l'eau indispensable.

Depuis un mois, une centaine de jeunes ont donné leurs vacances pour venir creuser les fondations et effectuer divers travaux de terrassement, avant que les constructions proprement dites ne puissent commencer en décembre. Un bureau d'architectes en Australie et un autre à Bombay ont établi les plans sans demander d'honoraires. Un bureau d'ingénieurs, également à Bombay, supervisera l'exécution des travaux. Pour couvrir les frais de construction, 300 000 francs seront nécessaires annuellement pendant les six prochaines années.

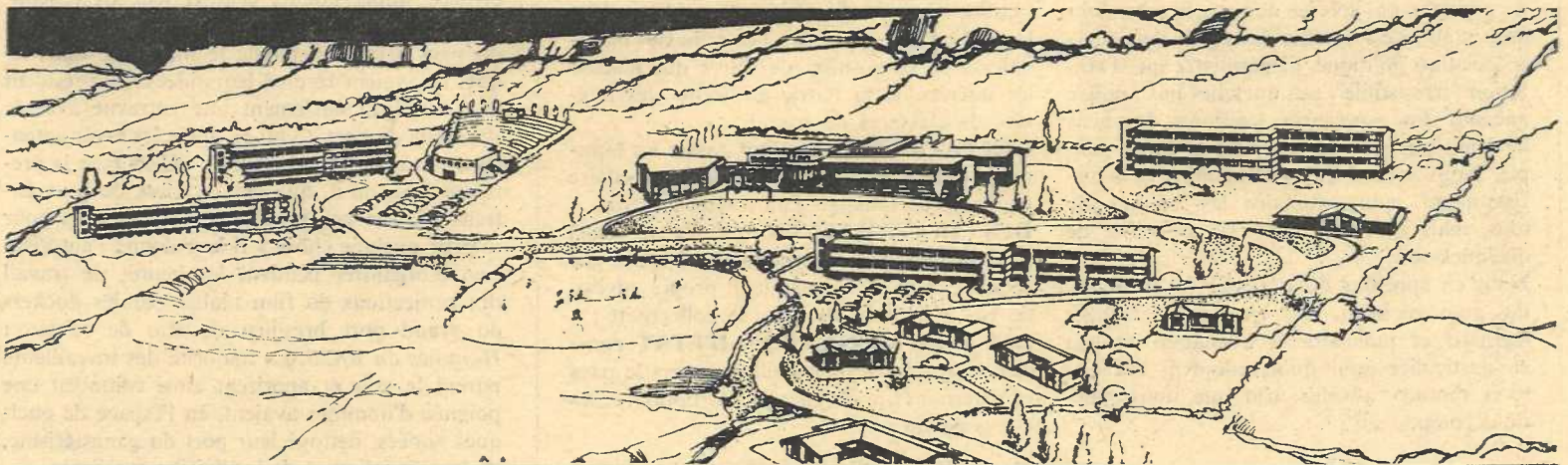
Une partie importante des terrains est réservée à l'agriculture. Non seulement on y cultivera tous les légumes et les fruits dont le centre aura besoin, mais on y enseignera également aux

jeunes agriculteurs à mettre en valeur des terres incultes et à tirer le maximum du sol. Un programme spécial de reboisement sera mis en œuvre dans les collines avoisinantes pour contrôler l'érosion qui cause tant de ravages dans les terres indiennes.

Les contributions pour la construction du centre peuvent être adressées à la Fondation pour le Réarmement moral, CCP Berne 30-11353 en mentionnant « Panchgani ».

Les firmes suisses travaillant en Inde qui désiraient participer au financement peuvent effectuer des versements en roupies à l'adresse suivante : « Friends of Moral Re-Armament (India) », Haroon House, 234 Bazargate Street, Bombay I. Par décision des autorités indiennes, les dons faits en Inde sont libérés de tout impôt.

(Ci-dessous, le plan de Panchgani tel que l'a établi l'architecte.)



Dans quarante ports d'Europe

Des dockers uruguayens ont demandé à leurs collègues de se joindre à leur combat



Photo Jörgensen

Autour d'Adaibert Höhne, président de l'Union des syndicats de Hambourg, Victorino Gonzales (à droite), et Saul Maldonado (à gauche), respectivement président et secrétaire général de l'Association des conducteurs de grues du port de Montevideo.

L'URUGUAY, naguère un exemple de stabilité en Amérique latine, traverse une grave crise, tout à la fois politique, économique et institutionnelle.

La crise morale qui l'a ouverte a fait de ce pays le terrain d'affrontement de puissantes forces idéologiques qui ne cessent de se disputer la suprématie en Amérique latine. Des cercles restreints d'éléments révolutionnaires extrémistes profitent du complet climat de liberté de cette authentique république pour tenter d'aboutir à leurs fins par n'importe quels moyens.

Cependant, l'Uruguay est riche de traditions, qui s'appuient sur un passé de luttes glorieuses. L'attachement de ses citoyens à la démocratie est profond et réel.

L'une des plaies de l'Uruguay est la dégradation de la vie politique. Les partis qui se succèdent au pouvoir placent leurs protégés dans toutes les entreprises nationalisées — et elles sont innombrables — ainsi que dans les administrations. Celles-ci regorgent d'employés qui n'y ont que faire et vivent des deniers de l'Etat. Dans une nation d'un peu plus de trois millions d'habitants, on compte aujourd'hui 200 000

fonctionnaires et un nombre pléthorique de retraités.

Caractéristique de cet état de choses est le port de Montevideo, qui dépend du gouvernement. Huit mille personnes y « travaillent », dont deux mille sont des dockers proprement dits ; le reste, des employés d'administration ou les agents de multiples « services spéciaux ». Il en résulte que les débardeurs qui, eux, travaillent sur les bateaux et dépendent de compagnies privées, gagnent quatre fois plus que les dockers.

Récemment, nous avons eu l'occasion de rencontrer à Caux, où ils participaient aux conférences, trois dockers de Montevideo. Ces hommes, Victorino Gonzales, Saul Maldonado, et Atilio Debon, nous ont parlé de leur pays, de leurs luttes et de leurs aspirations. Très vite, nous avons constaté que nous étions en face de vrais révolutionnaires, osant s'attaquer à la racine des maux qui caractérisent leur pays.

L'une des coutumes répandues dans le port, c'est le « pot-de-vin », que tout le monde exige pour faire un travail pour lequel on est payé et que l'on devrait faire de toute façon. Ces dockers y ont renoncé. Ils ont banni également le

vol, habitude généralisée, paraît-il, et considérée comme un droit, comme une « participation » aux profits de l'entreprise !

Succès mérité

Il est très facile, en Amérique latine, de crier : « Corruption ! » en pointant un doigt vengeur contre... quelqu'un d'autre. Cela devient une habitude. Le résultat, c'est qu'à l'heure où il faut prendre des responsabilités, on continue à perpétuer des vices de fond qui rendent impossibles les réformes nécessaires. Ce comportement n'a pas peu contribué à limiter les efforts des masses ouvrières et de ses dirigeants pour sortir du marasme. Nos interlocuteurs, on le voit, abordaient le problème de la corruption d'une façon bien différente.

Cette attitude, qui demandait du courage et des sacrifices, leur valut du même coup le respect de leurs camarades ; aux dernières élections, Gonzales et Maldonado étaient élus respectivement président et secrétaire général de l'Association des conducteurs de grues, qui est une section du syndicat des dockers du port.

Ils acquirent ainsi l'autorité qui leur permettait d'entrer en action. Ils n'hésitèrent pas à aller jusqu'au président de l'Uruguay, Washington Eltran, qui venait de publier un article insistant sur la nécessité d'un « changement de caractère » des Uruguayens, indispensable à son avis pour redresser la situation du pays. « Comment entendez-vous vous y prendre pour réaliser cela ? » lui demandèrent-ils. Et de lui dire, en termes précis, comment ils avaient pu amorcer ce changement en eux-mêmes. Ils mirent le président au défi de se joindre à leurs propres efforts. Impressionné, celui-ci leur fit rencontrer le directeur d'un des plus grands quotidiens du pays afin qu'il publie le manifeste dans lequel ils avaient résumé leurs idées. Le président leur ménagea également une entrevue avec le directeur du port. Celui-ci, après les avoir entendus, ne cacha pas sa surprise. « C'est bien la première fois, dit-il, que des ouvriers du port entrent ici non pas pour revendiquer, mais pour m'offrir quelque chose. » Il leur donna l'autorisation d'organiser pendant les heures de travail des projections du film réalisé par les dockers du grand port brésilien de Rio de Janeiro : *Hommes du Brésil*. La majorité des travailleurs purent le voir et apprirent ainsi comment une poignée d'hommes avaient, en l'espace de quelques années, nettoyé leur port du gangstérisme, de la corruption et de la division syndicale.

APPEL A LA NATION

Les dockers de Montevideo s'adressent à leur pays

Nous avons foi dans l'avenir de l'Uruguay. Les difficultés actuelles ne nous font pas peur. Mais à une époque où des centaines de nos semblables ne mangent pas à leur faim, n'ont pas de travail ni de toit, nous ne pouvons pas tolérer que ces besoins fondamentaux de l'homme fassent le jeu de la spéculation politique, ni permettre que l'ambition irrésistible de quelques-uns puisse anéantir les espérances légitimes des gens humbles qui sont la majorité de notre peuple. Nous savons qu'en Uruguay il y a suffisamment pour satisfaire les besoins de tous, mais pas assez pour la convoitise de quelques-uns.

Nous en appelons donc à tous les membres du gouvernement, des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et à chaque citoyen en particulier pour qu'ils adoptent des critères moraux absolus afin que nous puissions compter sur :

DES POLITICIENS qui s'engagent à travailler pour la prochaine génération et pas seulement pour la prochaine élection, qui entreprennent une campagne nationale visant au paiement honnête des impôts ainsi qu'à l'utilisation correcte des fonds publics ; dont l'ambition soit de mettre nos richesses nationales à la disposition de tous ; qui placent les intérêts de la Patrie au-dessus des intérêts de classe et de parti ;

DES PATRONS qui fassent passer les hommes avant le profit, et qui paient un salaire équitable en échange d'un travail effectif ;

DES TRAVAILLEURS qui voient dans l'augmentation de la productivité le moyen d'élever, non seulement leur propre niveau de vie, mais celui de toute la collectivité ;

DES FONCTIONNAIRES D'ETAT conscients de leurs responsabilités envers le pays et déterminés à éliminer la corruption et les « pots-de-vin ».

Tous les matins, Gonzales, Maldonado et quelques-uns de leurs camarades se réunissent dans la cabine de commande d'une des grues pour déterminer leur objectif de la journée. Ils sont ainsi à l'œuvre continuellement dans une situation concrète et difficile. Leur but : implanter en Uruguay une société nouvelle qui fonctionne vraiment. Ils se préparent à assumer des responsabilités toujours plus grandes.

De Montevideo à Rotterdam

Leur voyage en Europe leur a beaucoup appris. Après leur passage à Caux, ils se sont rendus, en l'espace de deux mois, dans quarante ports d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas et de Scandinavie. A Rotterdam, ils ont visité en détail les installations du plus grand port de notre continent et ont pris bonne note, en passant, que pour 18 000 dockers, il n'y avait que 400 employés d'administration. Le directeur commercial du port, qui revenait d'une mission d'expert au Brésil, leur a dit : « Les difficultés techniques des ports brésiliens sont énormes ; mais le principal pro-

blème à résoudre est humain. » Ils ont pu mesurer l'état d'esprit d'une Europe qui connaît la prospérité économique, contrastant de façon si criante avec les besoins de l'Amérique du Sud. Ils ont pu constater aussi les points faibles de pays prospères, certes, mais dans lesquels tant d'hommes, jusque dans le syndicalisme, ont perdu le sens de la lutte et des objectifs à atteindre.

Nous leur avons demandé quelle était leur conclusion. « Nous vivons dans un monde en pleine anomalie, nous ont-ils répondu. Si les choses vont mieux en Europe, n'oubliez pas que des millions de gens sont sous-alimentés en Amérique latine et dans le reste du tiers monde. Qu'entend faire l'Europe pour remédier à ces problèmes ? Comment va-t-elle utiliser ses expériences pour aider le continent sud-américain à trouver la solution ? »

N'y a-t-il pas là un objectif auquel peuvent et doivent s'atteler les dockers d'Europe, chez qui le sens de la fraternité est une réalité aussi forte aujourd'hui qu'hier ?

FRANÇOIS MAUNOIR.

Le choix de M. Nenni

de notre correspondant à Rome

Cet automne aura marqué pour l'Italie un événement qui risque d'avoir une influence décisive sur l'avenir de ce pays : l'unification des partis socialistes. Ce fut le résultat d'une longue évolution à laquelle n'a certes pas été étranger M. Giuseppe Saragat qui fut président du parti social-démocrate jusqu'à son accession à la présidence de la République. L'article ci-dessous présente aujourd'hui la personnalité de son vieux compagnon de combat puis rival politique, M. Pietro Nenni qui a été élu à la présidence du nouveau parti.

Un «aggiornamento» à l'âge de 77 ans d'idéaux qui ont inspiré toute une vie requiert une bonne dose de courage. Rendons hommage à M. Pietro Nenni, vice-président du Conseil italien, d'en faire preuve.

Il y a quelques semaines, lors du 31^e Congrès du parti socialiste italien — un congrès qui restera dans l'histoire du socialisme de ce pays comme celui de l'unification — Pietro Nenni a fait siennes les récentes déclarations du premier ministre britannique Harold Wilson. « Nous savons bien, dit-il, que pour nous comme pour les Anglais, il serait inutile d'aller chercher la réponse aux problèmes de notre temps au cimetière londonien de Highgate où Karl Marx repose depuis 1883. »

Une pareille affirmation de la part de M. Nenni n'est certes pas une phrase à effet mais le résultat d'une longue et profonde gestation.

Depuis le début du siècle et de façon toujours plus marquante au passage des années, Pietro Nenni s'est révélé comme un personnage-clé de l'histoire contemporaine de l'Italie. Et l'histoire de sa vie, comme l'histoire même de l'Europe est une constante alternance de déceptions et d'espérance.

Interventionniste pendant la Première Guerre mondiale, rédacteur — aux côtés de Mussolini — des colonnes de *L'Avanti*, exilé en France après l'avènement de la dictature fasciste, commissaire politique en terre espagnole de cette Brigade Garibaldi qui arrosa de son sang les champs arides de Guadalupe, l'actuel vice-président du Conseil est peut-être le dernier de la souche des grands hommes politiques italiens de la première moitié du siècle, ces « amis ennemis » qui, après avoir assisté à l'effondrement de la liberté, collaborèrent — selon des méthodes diverses et avec des intentions variées — à rétablir les institutions démocratiques : De Gasperi, Croce, Bonomi, Sturzo, Togliatti, Sforza. A bon escient, avons-nous parlé d'une longue gestation.

Le 4 septembre de l'année dernière, dans une « lettre aux camarades » publiée dans *L'Avanti della Domenica*, Nenni écrivait : « ... La réalisation du socialisme présuppose un choix de valeurs selon lequel la liberté, la démocratie, l'égalité, la vérité constituent un engagement moral liant la responsabilité collective des socialistes à ne se servir, dans l'édification du socialisme, que de moyens en harmonie avec la fin à attendre. »

« Le concept de révolution, poursuivait-il, a dépassé la phase primitive de la violence, de la guerre civile, de la dictature de classe et des

partis pour embrasser la notion de l'évolution démocratique de la société dans la recherche de formes toujours plus élevées et toujours plus égalitaires de vie en commun. »

Le 19 février de la même année, M. Nenni avait, aux Nations Unies, commenté l'encyclique du pape Jean XXIII, *Pacem in Terris*. Il soulignait que les accents du pape Roncalli « sont ceux d'un homme, d'un souverain pontife, qui souffrait du désordre moral et politique du monde et de la précarité de la paix » et il invitait les délégués des nations à faire tout ce qui est en leur pouvoir — ce qui n'est pas peu — afin que la paix sur la terre devienne une réalité pour le monde d'aujourd'hui et de demain.

La réponse pour l'avenir ne viendra pas de la tombe muette de Highgate. Deux socialistes l'ont dit à l'unisson, Wilson et Nenni. Ceci ne veut pas dire qu'ils oublient ou minimisent la portée historique du message marxiste qui fut une rébellion passionnée contre les injustices et les abus du libéralisme économique. Mais leurs déclarations montrent qu'une page se tourne.

Qu'entend faire maintenant M. Nenni ? En s'attaquant aux compromissions, à la corruption et à la pratique des coups tordus qui empoisonnent la vie du pays, il accomplirait la tâche la plus importante de sa carrière.

FRED LADENIUS.



Pourquoi

800 000 familles suisses accueillent-elles aimablement cet homme lorsqu'il se présente à leur porte ? Pour une raison très simple : on peut faire confiance au conseiller JUST, car

depuis 35 ans

JUST vous apporte la qualité à domicile

et vous pouvez essayer nos produits chez vous. Votre conseiller JUST est un collaborateur choisi, possédant une formation approfondie. Il est toujours correct, aimable, prêt à rendre service. Ses conseils sont appréciés de chacun. Il vous renseignera de façon très complète sur les soins de la peau et du corps comme sur l'entretien du ménage. Il mérite donc aussi votre confiance.

**L'homme au coup de chapeau poli
Annonce de JUST le bon produit !**

Just



Fabrique de produits pour le ménage et les soins corporels
9428 Walzenhausen Tél. : 071 / 44 16 65

Carda
GUYOT

Normes Göhner: Rayon 13

Fabrique de Fenêtres
Maurice Guyot S.A.

Villeneuve (Vd) ☎ (021) 6 81 31

« Le point H » au Théâtre de l'Œuvre

de notre correspondant à Paris

« Point H », comédie dramatique présentée actuellement au Théâtre de l'Œuvre, et certaines réactions qu'elle a suscitées de la part de la critique parisienne nous amènent à une question de fond sur la mission du théâtre.

Mais un mot sur la pièce, d'abord : l'auteur, Yves Jamiaque, essaie de nous restituer, à partir de certaines données connues, une entrevue qui s'est déroulée à Copenhague en 1943 entre le physicien Niels Bohr et l'un des responsables des recherches atomiques à Berlin. L'Allemand déclare parler au nom de ses pairs qui, effrayés par les conséquences d'une découverte qu'ils savent imminente, voudraient engager les savants d'outre-Atlantique à accepter avec eux l'arrêt de toutes les recherches pouvant aboutir à la fabrication de la bombe atomique. Le physicien venu de Berlin sollicite donc l'entremise de Bohr pour une démarche auprès des Américains.

Des garanties étant impossibles à fournir de part et d'autre, la confiance seule pourrait rendre viable un tel accord. Les deux hommes sont tout désignés pour cette négociation : l'Allemand avait été autrefois à Göttingen l'élève du Danois et de solides liens de respect et d'amitié s'étaient noués entre eux. A la rencontre de Copenhague, les deux épouses sont aussi là pour partager cette heure décisive. Mais au-delà des interlocuteurs, il y a tout un contexte politique et humain ; il y a surtout la guerre et le fait totalitaire.

La conversation entre les deux savants, qui se lirait volontiers dans un livre d'histoire, pourrait sembler rébarbative une fois portée à la scène. Il n'en est rien. Nous assistons pendant deux heures à un drame passionnant.

La force de M. Jamiaque est d'avoir su nous faire prendre conscience, dans ce *Huis Clos* de la responsabilité humaine, des nombreux ressorts qui agissent dans la décision d'un individu. L'acte quotidien prend une valeur historique. Le geste d'un seul peut faire pencher d'un côté ou de l'autre la balance de l'humanité. Le danger était évident : pouvait-on aborder de telles considérations au théâtre sans tomber dans la simplification et dans le cours de morale ? A ce sujet la réponse du public est catégorique. A un débat auquel j'assistais hier soir à l'issue du spectacle entre la salle et les interprètes, les épithètes les plus admiratives fusaient de toutes parts : passionnant... vrai... prenant... profondément humain... un grand sujet d'actualité... une pièce qui fait beaucoup réfléchir. Des deux cents participants au débat — dont un bon nombre était venus prêts à la discussion — la seule objection formulée concernait le décor ! Mais il faut aussi signaler l'interprétation majestueuse de Pierre Dux dans le personnage du vieux savant, bien épaulé par Michael Lonsdale, Françoise Lugagne et France Delahalle.

Et là nous en arrivons aux considérations de fond. Pourquoi une pièce qui fait une telle unanimité parmi ses spectateurs a-t-elle tant de peine à recruter ceux-ci ? Existe-t-il encore un public pour un style dramatique qui, au lieu d'exposer seulement les tares de l'homme, essaie de redonner à celui-ci sa place, de rap-

pelez sa dignité et son pouvoir de décision ? Certains critiques — et cela apparaît en toutes lettres à propos de pièces comme « Point H » ou « A travers le mur du jardin » — ont décidé que ce théâtre-là était mort et que personne ne pourrait le ressusciter. Yves Jamiaque est un auteur encore jeune — et Français, ce qui devient une qualité rare parmi les nouveaux dramaturges. Il affiche un certain courage à traiter sur scène des sujets comme la confiance ou la responsabilité. Aura-t-il encore ce courage après la condamnation sans appel de certains critiques qui intiment d'emblée que ce qu'ils nomment les « bons sentiments » sont à proscrire de l'art dramatique ?

Franchement, la pièce de Jamiaque, si elle trace les limites de la confiance en politique, donne confiance dans la mission du théâtre. Elle montre qu'il est encore possible de tenir en haleine un public en abordant certains grands thèmes humains et en affirmant ses raisons d'espérer. De telles tentatives doivent être soutenues pour qu'elles augmentent en qualité et pour que d'autres talents puisent dans ce courant le courage de parler et, qui sait, de le dire encore mieux.

JEAN-JACQUES ODIER



Photo Bernard, Paris

La bonne foi ne peut être démontrée.
Pierre Dux et Michael Lonsdale
dans « Point H ».

Deux prises de position...

... d'un évêque catholique

Mgr Thomas Noa, évêque de Marquette, dans le Michigan, a publié dans l'organe officiel de son diocèse une déclaration révisant celle qu'il avait faite en 1958 à propos du Réarmement moral.

Il le fait sous forme d'une lettre confirmant de son autorité la réponse apportée par la rédaction de cet hebdomadaire à un lecteur qui lui avait demandé si ce mouvement n'avait pas été désapprouvé par l'Eglise catholique.

« Vu les décrets et les déclarations du Concile œcuménique au sujet des relations entre chrétiens et non-chrétiens, écrit le prélat, je sens que nous devons insister sur le besoin de soutenir un mouvement qui réaffirme des principes moraux et chrétiens, comme le fait le Réarmement moral. Nous

pensons qu'il est particulièrement nécessaire de le faire dans le domaine de l'éducation. « Le signataire de cette lettre publiera aujourd'hui, comme évêque de Marquette, une directive au sujet des relations des catholiques à propos du Réarmement moral qui révisera celles données en 1958. »

Le 1^{er} octobre, Mgr Noa avait assisté aux cérémonies d'inauguration du Collège de Mackinac.

... d'un évêque luthérien

S'adressant aux pasteurs de Hambourg, Mgr Kurt Scharf, évêque de l'Eglise évangélique de Berlin, a insisté pour qu'ils abandonnent les doutes qu'ils auraient pu avoir au sujet des buts chrétiens poursuivis par le Réarmement moral et les a priés d'en reconnaître la valeur.

H. Giovanna

Montreux
Tél. (021) 61 33 36

Acier inoxydable
Cuisines
Restaurants
Industrie, etc.
Toitures

Ginox



BRANDT

BULLE
tél. (029) 2 77 30

FERRONNERIE

SERRURERIE

CONSTRUCTION
METALLIQUE

DEVIS PROJETS
sans engagement

On a dit que le général de Gaulle, en juin dernier, allait visiter la Russie, mais qu'il y avait découvert l'Union soviétique. Il n'a pas encore versé au dossier de l'Histoire les conclusions auxquelles il est parvenu. Mais un journaliste français, M. René Dabernat, lui, a publié dans un passionnant ouvrage, Les Nouveaux Bolcheviks (Robert Laffont), le fruit de nombreuses observations et études auxquelles il s'est livré depuis de longues années. Nous ne saurions trop recommander ce livre à nos lecteurs soucieux de mieux comprendre l'époque où nous vivons.

LES signes de détente Est-Ouest ont été si nombreux ces dernières années que l'on oublie parfois chez nous que toute conquête matérielle en Union soviétique vers un confort plus grand n'est pas interprétée comme un pas vers l'Occident et son système, mais plutôt comme une victoire de plus du régime et de la philosophie marxiste-léniniste. Trop de gens ont cru que le communisme allait mourir parce que les jeunes filles moscovites portaient des bas sans couture et les garçons des blue-jeans. Il faut savoir gré à M. Dabernat de nous rappeler que nous nous trouvons en URSS face à une mystique.

Il y a dans l'âme russe quelque chose de profondément universel en même temps qu'un besoin de croire, qui parcourt depuis des siècles le pays des icônes. Ajoutez à cela le caractère que forge l'hiver le plus long et le plus rude de la terre.

C'est pourquoi Lénine était persuadé que la Russie possédait les qualités qui faisaient défaut à l'Occident : « le besoin de croire, la volonté de lutter pour un idéal, le sens de l'universel ». Il n'a jamais douté que son pays ne pût devenir, grâce à l'industrialisation, le phare de l'humanité.

Le schéma que Marx avait tracé expliquait les contradictions de la société que Lénine voulait réformer, permettant la fusion entre les vertus du peuple russe et les techniques modernes, libérant l'homme, instrument et jouet de la société capitaliste, le « désaliénant » pour que, au bout de l'évolution, il vive dans un monde juste. Lénine avait espéré que la révolution éclaterait également en Europe occidentale. Il fut déçu, mais non pas découragé. Il retourna toutes ses énergies vers la constitution en Russie de la société communiste. Ainsi, écrit M. Dabernat : « Lutter, s'adapter, négocier, mais ne jamais renoncer aux objectifs suprêmes de l'idéologie marxiste : tels sont, dès le début, les maîtres mots de l'Union soviétique. Il est impossible de comprendre l'action intérieure et extérieure de l'URSS si l'on refuse de voir que l'idéologie marxiste constitue la colonne vertébrale du régime. L'Occident serait bien léger de croire que les vannes du libéralisme sont suffisamment ouvertes pour que le tempérament slave, indolent et fantasque, coupe les ailes du communisme militant. L'amalgame entre l'éternelle Russie, faite de chair, de sentiments, d'idéal, de bohème — et les impératifs fondamentaux du marxisme — parti unique, collectivisme d'Etat, hymnes à la production, message révolutionnaire mondial — n'est toléré par les Nouveaux Bolcheviks que dans la mesure où ils se sen-

LES NOUVEAUX BOLCHEVIKS

Un livre de René Dabernat

tent assez forts pour canaliser l'évolution dans les limites utiles aux vastes desseins du Kremlin. »

Le jour, pas si lointain, où un Soviétique a pu refuser une paire de chaussures dans un magasin et en réclamer une autre, ce jour-là marqua un tournant dans l'histoire de l'URSS. Jusque-là, c'était l'ère de la planification à outrance où tous les besoins des consommateurs étaient déterminés par avance à Moscou. Depuis lors, c'est le consommateur qui peut déterminer ce qu'il désire, bien que ce soit encore à une échelle limitée. L'autre tournant de la politique du « plan » fut celui de la réhabilitation du profit dans l'agriculture. Faut-il en conclure que le parti perd de plus en plus son emprise sur les masses en introduisant dans le « Plan », divinité toute-puissante de la Russie moderne, certaines données plus libérales ? Loin de là.

Un système spécial de télécommunications répercute en moins de trente minutes les slogans et les directives forgés à Moscou aux agents qui quadrillent toute la population soviétique dans ses multiples organisations et dans les 300 000 cellules que l'on retrouve dans tous les immeubles, toutes les écoles, toutes les usines.

5 % gouvernement 95 %

Les communistes — qui ne représentent que le 5 % de la population — « conservent ainsi le droit d'autoriser ou d'interdire les déplacements à l'intérieur du territoire et, bien entendu à l'étranger. Ils font ou défont les carrières, accordent ou retirent des avantages (par exemple les appartements). Dans leurs plus grands moments de liberté, les Russes ne sont jamais que des enfants qui jouent dans une cour d'école avec la présence constante du maître derrière la fenêtre. Avant comme après la déstalinisation, le parti reste l'administration la plus puissante, l'univers le plus secret, le seul dépositaire de la Foi. » Mais les 95 % des citoyens, c'est-à-dire la masse des paysans, ouvriers et employés, et les intellectuels non communistes, n'ont aucun pouvoir. Les discussions, s'il y en a, ne sont tolérées qu'en secret, à l'intérieur du parti. Ce qui fait dire au journaliste français : « La Russie d'aujourd'hui est gouvernée comme au temps des tsars : par-dessus la tête du peuple. »

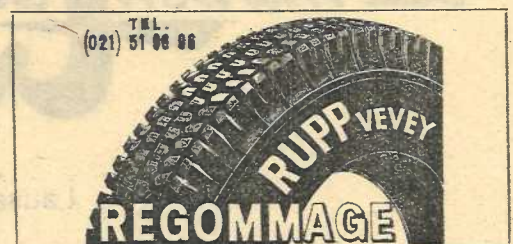
Le communisme, après cinquante ans, est effectivement parvenu à faire de l'URSS la seconde

puissance industrielle du monde. Mais il n'est pas parvenu à façonner cet « homme nouveau » annoncé par les prophètes, entièrement dévoué à la cause, au kolkhoze, à l'usine. Ilya Ehrenbourg, qui pourtant avait cru fermement au début de l'ère stalinienne que le communisme allait transformer les composantes héréditaires de l'homme, avoue maintenant : « Un système politique, on peut le changer en vingt-quatre heures. Un système économique, on peut le modifier en dix ou vingt ans. Mais la conscience de l'homme, avec toutes sortes de débris cachés, est une chose très longue à réformer. » Le communisme intégral devait faire disparaître les contradictions nationales entre pays frères. Pourtant, il s'est révélé incapable d'effacer le passé — et quel passé ! — entre la Chine et la Russie. Au XIV^e siècle, l'Empire mongol s'étendait de la Chine jusqu'aux portes de Vienne. Les Russes se sont vengés de Gengis Khan et ont, jusqu'à Staline, repoussé pied à pied l'envahisseur jaune. Aujourd'hui, ils sont les derniers Blancs d'Asie face aux Chinois, installés sur des territoires conquis par les tsars à la grande époque coloniale. Les Russes, qui se veulent les seuls héritiers du marxisme, engagés par définition même sur la voie d'une révolution qui doit transformer l'univers, ne peuvent concéder cette place aux Chinois. Ils ont besoin de la coexistence, qui veut dire pour eux crédits américains et européens, et ils savent, depuis Cuba, que le fait nucléaire a bouleversé les données de leur diplomatie. Russes et Américains, bien que frères ennemis, n'en sont pas moins des frères solidaires, vivant sous la menace de leurs fusées thermonucléaires. Ce fait capital est inconciliable avec les formes staliennes ou celles de Mao, de lutte contre « l'impérialisme ».

Cela n'explique-t-il pas pourquoi la guerre du Vietnam n'a pas entraîné, et n'entraînera pas, de rupture entre la Russie et les Etats-Unis, et pourquoi le Kremlin doit rechercher de nouveaux alliés en Europe et en Extrême-Orient s'il veut poursuivre ses objectifs universels ?

« Au-dedans comme au-dehors, conclut M. Dabernat, le communisme soviétique a perdu son invulnérabilité. » Mais, malgré tous ses échecs, il est inconcevable qu'il fasse un pas vers le capitalisme. L'opposition est trop fondamentale. Gagnants sur le plan de la production, les pays occidentaux doivent se garder pourtant de croire que, par une sorte de fatalité, les démocraties sont destinées à triompher. Elles oublient que le défi lancé par le communisme n'est pas seulement d'ordre économique, mais aussi social et idéologique, englobant toutes les activités de l'homme, et la notion même de sa responsabilité dans la société. Dans ce domaine, affirme M. Dabernat, l'Occident ferait bien de réviser son attitude.

DN.



Cendrillons du XX^e siècle ?

La condition de la femme est un sujet à la mode. et les idées les meilleures — ou les plus farfelues — de s'entrecroiser autour de nous à ce propos.

Certains veulent faire éclater la cellule du foyer : enfants rassemblés, parents au travail pour la communauté, cuisine en commun. Mais ces essais semblent avoir éteint une flamme là même où l'on escomptait un décuplement des forces vives du pays.

Pour permettre à la femme de travailler hors de chez elle, on multiplie les soupes, les sauces, les plats tout prêts. Ici l'on vend des fours qui s'enclenchent tout seuls afin que le poulet soit à point à votre arrivée. Là on suggère de mettre les maris à contribution et de leur faire suivre des cours d'enseignement ménager.

Une chose toutefois me rend perplexe. Si vraiment le travail au-dehors est un tel facteur d'épanouissement et d'enrichissement, pourquoi tous nos hommes ne sont-ils pas encore des êtres accomplis et comblés ?

Non, un changement d'horizon ne remplira jamais un cœur vide. Il faut aller plus à fond et c'était là le but du cours de cuisine internationale, pâtisserie et décoration organisé la semaine dernière à Caux. Vous ne voyez pas le rapport ? Mais pourquoi pas ? Etonnée elle-même, une des quatre-vingts participantes disait en repartant : « J'ai reçu le centuple de ce que j'attendais. »

En trois journées, ces dames ont découvert autour des fourneaux ou des vases à fleurs ce qui a fait de Caux en même temps qu'un carrefour pour le monde un foyer pour chacun. En mettant la main à la pâte, elles ont cherché le déclic qui ferait de leurs foyers de citadines ou de paysannes, de ménagères ou de travailleuses au dehors, les cellules actives d'un monde où chacun pourra s'épanouir.

Tandis que, dans un groupe de cuisine, une paysanne dévoilait les secrets de la « taillée » bien vaudoise, un autre groupe préparait un repas birman. « Mais oui, explique une Lausannoise, tant d'étrangers vivent chez nous et n'ont jamais l'occasion de rencontrer des familles suisses. Ainsi nous nous sommes mis à inviter des étudiants étrangers à la maison et la peine que nous nous donnons pour leur faire

un plat de chez eux fait plus que beaucoup de paroles. »

« Moi qui n'ai jamais aimé travailler à la cuisine ! s'exclame une directrice de maison d'éducation. Ici on apprend à le faire dans un tel esprit qu'on ne remarque même pas qu'on travaille. »

Et quand il s'agissait de décorer les tables, toute l'imagination du monde se déployait : bouquets d'hiver, savants plis de serviettes — et cette étonnante étoile là au milieu, serait-ce une fleur rarissime ? Mais non, ce n'est qu'un artichaut séché selon des procédés maison !

Exposés et discussions permettaient entre-temps un brassage d'idées allant de ce que nous faisons pour les familles qui nous entourent à la manière de nourrir le monde entier.

« Je sais maintenant, disait une jeune femme en repartant, qu'en donnant nos cœurs à nos familles, avec toute la peine que cela peut représenter, nous ne sommes plus seules et inutiles au monde. Nous participons à une immense

construction et cela donne un sens à chaque détail de la vie. »

Non, les questions mariage, profession, nombre d'enfants, budget ne jouent pas le rôle clef dans notre existence. L'aridité de la vie n'est pas le sort d'une catégorie de femmes plus que d'une autre, mais bien plutôt le signe d'une imagination et d'un cœur atrophiés qui ne demandent qu'à se remettre en route.

Sur ce, en guise de conclusion, si nous nous lançons nous aussi à confectionner un repas birman ?

JACQUELINE.

VU L'INTÉRÊT suscité par ces journées, les organisatrices ont fixé les dates d'une prochaine session ouverte à toutes : les 17, 18 et 19 janvier 1967. Pour tout renseignement, écrivez à
M^{lle} Marie-Claude Borel, 1824 Caux.

Menu birman

Mouton à la birmane

Légumes divers

Riz

Yoghourt aux fines herbes

Salade de concombres

Macédoine de fruits

Curry à la viande :

On peut utiliser du porc, du bœuf, du mouton, ou du poulet.

1 kg de viande émincée ou coupée en dés

5 oignons hachés

5 gousses d'ail hachées

1 c. à thé de gingembre en poudre

1 c. à thé de safran d'Inde (qu'on trouve aussi sous le nom de haldi ou curcuma)

1 c. à thé de paprika (ou davantage si l'on veut que le curry soit rouge)

2 pommes de terre coupées en dés.

Chauffer 1/2 tasse d'huile. Verser les oignons hachés. Remuer. Après 3 minutes, ajouter l'ail.

Quand le tout est légèrement doré, ajouter les épices. Remuer 1-2 minutes, puis ajouter viande et pommes de terre. Faire revenir pendant 5 minutes, puis recouvrir de bouillon. Cuire à petit feu jusqu'à ce que la viande soit tendre.

Il est possible d'utiliser de la viande déjà cuite (ce qui réduira naturellement le temps de cuisson) ou du poisson.

Haricots, carottes, choux-fleurs :

Couper haricots et carottes en biais en morceaux de 3-4 cm et les cuire dans l'eau bouillante. Alors qu'ils sont encore croquants, les verser dans un tamis. Procéder de même avec les choux-fleurs coupés en petits bouquets. Faire revenir le tout dans un peu d'huile. Poivrer, saler et aromatiser en remuant pendant une à deux minutes.

Yoghourt aux fines herbes :

Hacher un petit oignon, 1/2 tomate ou une tranche de poivron, mélanger ce hachis avec un yoghurt nature. Ajouter sel, poivre, aromates et fines herbes, ciboulette, sauge, thym ou romarin, persil (ou ce dont vous disposez et que vous aimez).

Ce n'est pas une spécialité birmane, mais c'est un mets rafraîchissant qui accompagne fort bien un curry.

Le spécialiste du vêtement féminin

La maison **du tricot** SA

Lingerie
Confection
Jersey

Lausanne, Genève, Neuchâtel, Zurich, Bâle, La Chaux-de-Fonds, Fribourg